



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUCART SAS (ex NOVATISSUE)

BP 35
88600 Laval-sur-Vologne

Références : S-23-849RP

Code AIOT : 0006202307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement LUCART SAS (ex NOVATISSUE) implanté 10 rue Maurice Mougeot BP 35 88600 Laval-sur-Vologne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une démarche de vérification de la compatibilité des activités du site industriel (3 exploitants présents) avec le maintien d'un débit minimal nécessaire à la préservation de la vie dans la Vologne. En effet, les papetiers du site cherchent à sécuriser leur alimentation en eau par la mise en place de nouveaux forages dans la nappe alluviale de la Vologne. Il est donc nécessaire de s'assurer au préalable qu'une augmentation des prélèvements dans la nappe de la Vologne n'aura pas de retentissement négatif sur l'état écologique et chimique de ce cours d'eau.

Il est à noter qu'il n'y a pas de dispositif permettant d'évaluer ou de mesurer le débit de la Vologne au droit du site industriel. Lorsque les exploitants ont besoin d'information sur les débits du cours d'eau, ils consultent les données des stations du réseau Vigicrues à Laveline-devant-Bruyères (station amont) et Cheniménil (station aval).

La visite fait suite à une réunion entre les 2 papeteries du site industriel, LUCART SAS et les Papeteries des Vosges, et les services de l'État.

La réception du projet d'étude demandé dans le présent rapport sera suivie d'une nouvelle réunion de validation avec les services de l'État pour valider le contenu du projet d'étude.

La problématique de la ressource en eau étant commune à LUCART SAS et les Papeteries des Vosges (chez qui une visite de contrôle similaire a eu lieu), les deux industriels pourront mutualiser le montage de cette étude.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUCART SAS (ex NOVATISSUE)
- 10 rue Maurice Mougeot BP 35 88600 Laval-sur-Vologne

- Code AIOT : 0006202307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

LUCART est une papeterie qui produit des papiers d'hygiène à base de pâte à papier, de papier recyclés et d'emballages pour liquides alimentaires. Ses eaux de process sont prélevées dans la nappe d'accompagnement de la Vologne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvements d'eau dans la Vologne et sa nappe d'accompagnement ;
- rejets aqueux dans le cours d'eau ;
- compatibilité des prélèvements avec le maintien de la vie dans la Vologne ;
- action régionale : " Gestion raisonnée de la ressource ".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Débit minimal garantissant la vie dans la Vologne	Code de l'environnement du 31/12/2006, article L. 214-18	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	GEREP - Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
3	GEREP - Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence une absence de données et de moyens techniques permettant de suivre le débit de la Vologne au droit du site. La valeur du débit minimum nécessaire au maintien de la vie, ou à défaut, la valeur " plancher " du dixième du module de la Vologne sont inconnus.

Il est demandé à l'exploitant de proposer un projet d'étude à l'inspection, projet dans lequel il analysera la compatibilité de ses prélèvements, en tenant compte de ceux de LUCART SAS, particulièrement en période d'étiage, avec le maintien de la vie dans la Vologne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débit minimal garantissant la vie dans la Vologne

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2006, article L. 214-18
Thème(s) : Autre, Détermination du DMB
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>« 1.-Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie [...] »</i> <i>Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.</i> <i>[...] Toutefois, pour les cours d'eau ou sections de cours d'eau présentant un fonctionnement atypique rendant non pertinente la fixation d'un débit minimal dans les conditions prévues ci-dessus, le débit minimal peut être fixé à une valeur inférieure ».</i>
Constats : L'exploitant ne connaît pas la valeur du module de la Vologne au droit de son site. En conséquence, il ne peut être statuer sur le respect de la prescription. Afin de permettre une évaluation du module de la Vologne au droit du site, il est demandé à l'exploitant, de proposer à l'inspection des installations classées, sous un mois, un projet d'étude permettant de déterminer cette valeur ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour suivre le débit de la Vologne au droit du site. L'étude devra : <ul style="list-style-type: none">• reposer sur une collecte et une analyse des données existantes (études déjà menées, données historiques, données des stations hydrométriques amont et aval...) ;• permettre de quantifier l'impact des prélèvements dans la nappe d'accompagnement de la Vologne sur son débit en lit mineur ;• proposer des moyens qui permettront, outre la détermination du module, le suivi du débit de la Vologne en lit mineur et l'impact des prélèvements en nappe sur ce dernier (jaugeage, piézomètres, limnimètres ou équivalents) ;• inclure des mesures en hautes et basses eaux ;• une modélisation si nécessaire ;• une estimation du débit VCN3 correspondant à un étiage de période de retour vicennale ;• indiquer les incertitudes de mesure et de calcul.
Observations : Lors de la réunion du 30 janvier 2023 entre l'exploitant, son bureau d'étude et les services de l'État, l'existence de données hydrologiques issues de précédentes études sur le site a été évoquée par la DDT.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : GEREP - Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Déclaration des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>« I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</i> [...] <i>- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</i> [...] ».
Constats : Le volume total prélevé en 2022, de l'ordre de 580 000 m ³ , a bien été déclaré sur GEREP.
Observations : Le volume du prélèvement annuel maximal est fixé à 1 300 000 m ³ par l'arrêté d'autorisation n° 557/2009 du 12 mars 2009. Le prélèvement déclaré est donc conforme au volume limite prescrit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : GEREP - Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Déclaration du volume des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>« I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</i> <i>[...]</i> <i>- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ».</i>
Constats : Les volumes rejetés à la Vologne par la STEP (station d'épuration) de LUCART, de l'ordre de 980 000 m ³ en 2022, ont bien été déclarés.
Observations : Sur l'année, le volume rejeté en sortie de STEP est supérieur au volume prélevé, ceci s'explique par le fait que la STEP de LUCART recueille et traite les eaux des PAPETERIES DES VOSGES présentes sur le même site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet